



PHOTO: BENOIT AQUIN POUR RECTO VERSO

Fast Track PAR UNE SEULE VOIX

PAR ANDRÉ SELEANU

Le 5 décembre 2001, la Chambre des représentants du Congrès des États-Unis a adopté la loi sur la *Trade Promotion Authority*, auparavant appelée *fast track*, une législation soutenue avec ferveur par l'administration du président George W. Bush pour faciliter la création de la Zone de libre-échange des Amériques (ZLÉA). Le vote fut extraordinairement serré : 215 votes en faveur, 214 contre.

La *Trade Promotion Authority* obligerait le Congrès à accepter ou à renvoyer en bloc les traités commerciaux proposés par la Maison-Blanche. Les traités ne

seraient plus approuvés ou rejetés article par article par le Congrès. L'administration Bush envisage un tel traité pour la création de la ZLÉA en 2005.

«La pression du secteur corporatif a été immense», explique Patrick Woodall, directeur de recherche à Washington pour *Public Citizen*. «L'administration a joué la corde du patriotisme, après les attentats du 11 septembre. Le projet de loi est passé par une différence d'un vote seulement. C'est un vote en faveur des *deals* commerciaux, quel que soit le prix social à payer. Les organisations de base ont cependant de bonnes raisons d'être fières d'avoir réduit

FTAA (Free Trade Area of the Americas, nom anglais pour la ZLÉA), «la voie rapide pour l'agression américaine»

la marge de passage, pour qu'elle soit si mince.»

Pour les opposants à la ZLÉA, comme l'Alliance sociale continentale, qui réunit les syndicats des trois Amériques et une kyrielle d'ONG représentant la société civile, la ZLÉA est inacceptable dans sa forme actuelle. La ZLÉA ne comporte aucune clause sociale ou environnementale contraignante et ne met en place aucun tribunal efficace qui prendrait en considération les intérêts des travailleurs et de la population. L'intérêt commercial est seul considéré.

La *Trade Promotion Authority* passera-t-elle la barre du Sénat des États-Unis pour devenir loi? Les augures sont contradictoires, analyse Patrick Woodall. «Les sénateurs qui représentent de grands intérêts économiques

sont en théorie encore plus susceptibles d'appuyer des traités commerciaux. Cependant, il y a des intérêts protectionnistes à travers les États-Unis.» L'opposition au *fast track* réunit un éventail de figures allant de l'extrême droite, avec les sénateurs sudistes Helms et Thurmond, jusqu'aux rangs de la gauche démocrate, avec les sénateurs Feingold et Wellstone.

«Notre effort de lobbying va maintenant se concentrer sur le Sénat», ajoute Patrick Woodall. «Nous avons une certaine chance de déjouer les efforts de l'administration Bush. Parmi ceux qui s'opposent au *fast track*, on dénombre aussi le *Sierra Club* et *Friends of the Earth* (les Amis de la terre), de puissants lobbies pour la protection de l'environnement», dit Woodall. □